

Date de dépôt : 11 novembre 2010

Réponse du Conseil d'Etat

à l'interpellation urgente écrite de M. Eric Stauffer : Opération Figaro : des personnes âgées ont peur !

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 15 octobre 2010, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une interpellation urgente écrite qui a la teneur suivante :

Madame la Conseillère d'Etat,

Nous le savons, vous le savez, l'opération que vous avez baptisée Figaro n'a pas résolu le problème général de la sécurité à Genève.

Pire, vous n'avez fait que déplacer le, ou les problèmes de quelques centaines de mètres !

Les dealers et les «Roms» pullulent dans nos rues. Ils continuent à se moquer des autorités.

Nous prendrons un seul exemple pour démontrer l'inefficacité de votre plan de sécurité.

Une partie des Roms et autres dealers se sont déplacés des Pâquis à la Servette, étendant le problème au lieu de le circonscrire.

Une citoyenne de 84 ans résidant au 60, avenue Wendt, en face du poste de Police de la Servette, a récemment été agressée par un couple de Roms dans son allée où les délinquants lui ont arraché son porte-monnaie en toute impunité ! Ce fait est survenu juste en face du poste de Police. La victime a appelé le poste de la Servette... (répondeur : poste fermé), puis le 117.... (adressez-vous au poste de la Servette) !

Bravo, Madame la conseillère d'Etat, pour la dissuasion !

De plus, il apparaît que dealers et Roms ont pris leurs quartiers généraux en face du poste de Police de la Servette, devant la Migros et le restaurant Mac Donald. Ils mendient, jouent de la musique ; les dealers sont également de la fête...

Quelle réponse apportez-vous à cette citoyenne de 84 ans ? La rengaine habituelle : manque d'effectif, choix des priorités ? Est-ce à dire que la sécurité de cette personne, habitant dans un quartier dédié en priorité à l'habitation, ne peut plus être assurée ?

Devons-nous attendre un meurtre d'une personne âgée (choix royal pour ces délinquants) pour que vous preniez vos responsabilités ?

Nous apprenons que les Roms ont établi des camps dans 70 endroits de la ville (sous les ponts, dans les caves, etc...)

Devons-nous comprendre que vous n'êtes pas en mesure d'assumer votre haute fonction de ministre ? Est-ce un aveu d'échec ?

Les belles promesses de la campagne électorale sont révolues. Vous devez maintenant passer aux actes ! Cela fait maintenant une année, que vous occupez votre siège ; les citoyens s'impatientent !

Ma question est la suivante :

Quelle réponse apportez-vous à cette citoyenne de 84 ans, qui s'étant fait agresser par un couple de Roms dans son allée, a peur aujourd'hui de sortir de son domicile ?

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

La sécurité des personnes et des biens fait partie des préoccupations majeures du Conseil d'Etat.

Les mesures mises en œuvre ou prévues pour renforcer la sécurité sont nombreuses. L'augmentation des effectifs de la police, l'ouverture de postes de police intégrés, l'engagement d'assistants de sécurité publique pour permettre aux policiers de se consacrer à leurs missions premières ou encore la construction d'établissements de détention pénale et administrative sont des éléments décisifs.

Le renforcement de la présence policière dans les rues par le redéploiement des forces de police et la coopération avec les agents de la police municipale notamment permettent de lutter efficacement contre la criminalité. Le bilan provisoire de l'opération FIGARO du 19 avril au 31 août

2010 démontre que les actions entreprises portent leurs fruits sur l'ensemble du canton sans restrictions. Les communes suburbaines bénéficient clairement de l'apport sécuritaire FIGARO comme le démontre la baisse significative du nombre des vols dans les communes hors zone FIGARO.

Concernant la mendicité, activité interdite dans le canton, les contrôles et interventions se sont multipliés. En plus des opérations de sécurité publique, la police a également géré d'importantes opérations d'ordre public en collaboration avec la police municipale et la voirie de la ville de Genève, spécialement dans le cadre de l'évacuation de campements installés dans différents points du canton.

De plus, la conférence des commandants de police Suisse s'est rendue au mois de mai 2010 en Roumanie afin d'établir des contacts étroits avec les autorités de ce pays. L'objectif est d'établir des liens avec les instances policières locales afin d'optimiser les différentes investigations en ce domaine et de se doter d'outils performants pour lutter contre les éventuels réseaux criminels en lien avec notamment la mendicité.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

La chancelière :
Anja WYDEN GUELPA

Le président :
François LONGCHAMP